

Les jeunes aspirent à autre chose qu'à un certificat de conformité

Des intellectuels, des responsables d'association et des artistes

Des intellectuels, des responsables d'association et des artistes dénoncent le manque de concertation dans la préparation du service national universel

Qui oserait se porter en faux contre les intentions affichées par la mise en place du service national universel (SNU) ? Il s'agit, nous dit-on, d'un « *projet d'émancipation des jeunes* » qui vise « *le renforcement de la cohésion nationale et territoriale, le développement d'une culture de l'engagement et l'accompagnement de l'insertion professionnelle et sociale des jeunes* ».

Ce sont là, en effet, des objectifs louables, tant la situation est aujourd'hui préoccupante : les fractures entre les territoires rendent dorénavant difficiles, voire impossibles, les rencontres entre des franges de plus en plus hétérogènes de notre jeunesse ; l'école entérine, quand elle ne les creuse pas, les inégalités sociales ; la précarisation galopante retarde de plus en plus l'entrée dans un emploi durable ; les industries de programmes et la machinerie publicitaire ne voient dans les différentes catégories de jeunes que de lucratifs « cœurs de cible » ; des « joueurs de flûte » de toutes sortes tentent d'enrôler les adolescents sans repères au service des idéologies les plus baroques, quand ce ne sont pas des fanatismes les plus mortifères...

Que propose, face à cela, le SNU ? Un « *séjour de cohésion de deux semaines* » et une « *mission d'intérêt général de douze jours* ». Un déploiement en 2020 pour 30 000 jeunes volontaires, avant la généralisation et l'obligation, en 2023, pour 800 000 jeunes. Un budget de 2 milliards d'euros en vitesse de croisière.

Des objectifs ambigus

L'opération est imposante et, avec de telles ambitions, on aurait pu imaginer qu'elle fasse l'objet d'une concertation d'ampleur. Or voilà qu'elle se met en place à marche forcée, sans que les acteurs de l'Education nationale, les parents d'élèves, les organisations professionnelles et syndicales, les collectivités territoriales et les mouvements d'éducation populaire aient jamais vraiment été impliqués. Certes, on se doute que le gouvernement va faire pression sur les associations – qui ont perdu plus de 16 000 emplois depuis 2018 – pour qu'elles s'engagent dans le SNU, au risque, sinon, de voir leur existence compromise. Mais suffiront-elles pour accueillir chaque année les 800 000 jeunes qui vont devoir trouver un support pour leur « *mission d'intérêt général* » ?

En quoi va consister le « *séjour de cohésion* » ? Le projet actuel suggère d'utiliser les « *pédagogies actives* » et de « *partir de l'expérience des jeunes* ». Mais, malgré les dénégations, c'est bien le modèle militaire qui est imposé : de l'uniforme au lever des couleurs, des marches au pas à la structuration en brigades, tous les attributs de la caserne sont là.

Or, s'il est parfaitement légitime de proposer cela aux jeunes qui se destinent à une carrière dans l'armée ou la police, il est absurde de l'imposer à toutes et tous. Car on risque alors de se heurter au scepticisme des uns et à l'agressivité des autres. La « *cohésion* » ne se décrète pas : elle se construit dans une démarche pédagogique ambitieuse. L'« *engagement* » ne s'impose pas : il se découvre dans des rencontres multiples et s'accompagne au long cours. L'« *émancipation* » n'est pas une « opération coup de poing » : c'est un processus qui permet d'accéder à la réflexion critique et de « penser par soi-même ».

Une autre voie est possible que ce SNU incohérent, irréaliste et aux objectifs ambigus. Si notre pays veut consacrer 2 milliards d'euros pour compléter et enrichir la formation de sa jeunesse, les possibilités ne manquent pas. Nous pourrions, par exemple, construire et insérer dans la scolarité, dès le collège, un véritable « parcours citoyen » : tous les élèves auraient à choisir, chaque année, un « engagement

citoyen » dans un ensemble de propositions construites en collaboration avec les collectivités territoriales et le tissu associatif ; ils devraient en rendre compte auprès de leurs camarades et de leurs professeurs et présenter régulièrement un dossier faisant état de leurs découvertes et de leurs acquis.

Nous pourrions aussi encourager et financer largement toutes les formes de rencontre et de coopération entre jeunes d'origines différentes, tant dans le cadre de séjours de vacances que d'activités sportives, artistiques et culturelles, ou encore d'engagements au service des plus démunis, des seniors isolés ou de la sauvegarde de la planète. Nous pourrions également multiplier les bourses, les aides à la mobilité, les soutiens aux projets innovants pour susciter de nouvelles solidarités. Tout cela pourrait se faire en s'appuyant sur l'expertise des mouvements d'éducation populaire, qui retrouveraient ainsi une place qu'ils n'auraient jamais dû perdre dans notre société.

Les jeunes aspirent à autre chose qu'à un certificat de conformité. Nous leur laissons un monde largement dévasté. Ayons au moins la décence de leur proposer quelques occasions de construire ensemble leur avenir en mobilisant leur imagination et leur dynamisme. Notre République – pour rester fidèle à ses promesses – ne peut se contenter de jeux de rôle bâclés dans des casernes improvisées. Elle doit se donner les moyens de former des citoyens en leur permettant de s'engager et de se rencontrer, de découvrir ensemble qu'ils ont désormais un destin commun à partager, un destin national, européen et planétaire.

Sonia Basset, présidente du Mouvement rural de jeunesse chrétienne ; Laurence De Cock, enseignante et chercheuse en histoire et sciences de l'éducation ; Marie Duru-Bellat, sociologue ; Eric Favéy, ancien président de la Ligue de l'enseignement ; Philippe Meirieu, pédagogue ; Robin Renucci, directeur des Tréteaux de France